

«Créons une fédération monétaire et budgétaire en Europe»

INTERVIEW L'économiste Jean-Paul Fitoussi prévoit cinq ans de croissance en berne. Et estime que le manque de solidarité financière est responsable de la crise.

Par **CHRISTIAN LOSSON**

•
•

On la croyait en partie absorbée, mais la crise n'est-elle pas devant nous ?

Le problème, c'est qu'elle a changé de nature tout en continuant. Après avoir sauvé les marchés, les Etats n'ont imposé aucune contrepartie au système bancaire et financier. Les dettes publiques ont explosé ; aucun pays n'a retrouvé les niveaux de croissance d'avant crise. On se retrouve, au mieux, dans une situation, de perte de croissance pendant cinq ans.

Une double récession est-elle plausible ?

On est revenu trois ans en arrière, après la faillite de Lehman Brothers, en septembre 2008. Avec une perspective très inquiétante. La mobilisation politique avait alors contribué à sauver le système financier et l'économie mondiale. Aujourd'hui, leur atermoiement et leur raisonnement obscur et complexe alimentent la crise.

Vous mettez sur le même plan le compromis américain et le plan de sauvetage européen ?

Non. La crise de la dette publique américaine est avant tout une bataille politique, entre la droite dure, qui veut réduire les dépenses publiques, et le centre gauche, qui veut augmenter les impôts. A l'arrivée, on a choisi. Faire payer la classe moyenne : baisser les dépenses publiques, c'est de facto augmenter les impôts sur la fraction la plus importante de la population, qui ne pourra plus consommer et relancer la croissance... La zone euro a en revanche une responsabilité fondamentale dans la rechute actuelle. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont félicités, le 21 juillet, du deuxième plan de sauvetage de la Grèce, mais personne n'a vraiment compris les modalités de décision, ce qu'elle impliquait et quand elle serait mise en œuvre.

Vous avez salué le retour des Etats, et le vent régulationniste censé juguler la finance. Ils donnent pourtant le sentiment de courir en permanence après les marchés...

Parce qu'il y a eu deux retournements doctrinaux majeurs des Etats en trois ans ! Le premier était de nature keynésienne et volontariste, avec une remise en cause du pacte de stabilité, la possibilité de faire du déficit budgétaire via des plans de relance, les appels à réguler la banque et la finance. Le deuxième est d'obédience libérale, encore plus qu'avant 2007. Aujourd'hui, à la faveur du vent d'austérité budgétaire, on redimensionne et on affaiblit le rôle de l'Etat. Une contradiction totale par rapport à la volonté de mettre les marchés sous tutelle. Aujourd'hui, les Etats sont tenus en laisse par les marchés. Ils acceptent de les prendre pour juges alors que leurs jugements sont souvent erronés. Ce sont les mêmes qui nous disent encore que les prix de l'immobilier peuvent grimper jusqu'au ciel, même après la crise des subprimes.

Comment expliquez-vous ce que vous voyez comme un revirement ?

L'élément déclenchant, c'est la crise de la dette grecque. Elle a introduit une peur généralisée des gouvernements de se retrouver contaminés. Les agences de notation ont retrouvé leur lustre perdu et, après s'être plantées sur les dettes privées, elles se refont sur les dettes publiques... où elles se fourvoient aussi. Mais en endettement, les anticipations sont autoréalisatrices. Si les taux d'intérêts demandés par les marchés augmentent, il arrive un moment où aucun budget n'est soutenable, comme c'est le cas de la Grèce, plombée par des taux d'intérêts de 14,5%. Le drame, c'est que la paralysie européenne alimente la spéculation des marchés et la peur des épargnants.

Le piège n'est-il pas le pacte de stabilité, vendu comme un bouclier anticrise et désormais un boulet ?

Le boulet, c'est un système monétaire fédéral, mais confédéral au plan budgétaire. Il faut une fédération monétaire et budgétaire. Si on avait assumé une solidarité budgétaire, il n'y aurait jamais eu de crise. L'Europe a mis dix-huit mois pour accoucher d'une demi-solution sur la Grèce ; les marchés peuvent penser qu'il faudra vingt ans pour trouver une solution sur l'Italie...

Est-on sur les bases d'un scénario catastrophe, l'explosion de la zone euro, etc ?

Je suis très inquiet. Si l'Espagne et l'Italie font défaut, c'est près de 30% de la zone euro qui manque. Ce qui se profile avec l'absence de décision, c'est le retard face à l'urgence, et la contagion. A la France et à d'autres. Les deux premières économies du monde, les Etats-Unis et l'Europe, qui s'autoalimentent en croissance molle, sont dans un vent dépressif. La différence : les Etats-Unis connaissent un problème conjoncturel, l'Europe, structurel.

Enfin, les grandes démocraties sortent affaiblies par la crise...

On est face à une régression de la démocratie. Le libéralisme actuel confisque une partie de la souveraineté au peuple. Et les démocraties ne s'assument plus et se mettent d'elles-mêmes sous la tutelle des marchés.